

Budget Bayrou
*L'austérité justifiée
par leur dette*

P.3

Université d'été
Bilans et Témoignages

P.4

Les plus belles fêtes de France
Une labellisation tendancieuse

P.6



Édito : Une rentrée décisive pour notre peuple et nos luttes

Le 8 septembre, François Bayrou viendra chercher à l'Assemblée nationale une confiance que le pays, lui, lui refuse déjà. Comment pourrait-il en être autrement ? Après avoir dévoilé un budget d'austérité d'une brutalité sans précédent, le Premier ministre espère obtenir le soutien d'une majorité parlementaire pour imposer de nouveaux sacrifices aux travailleurs, aux retraités, à la jeunesse.

Au menu : gel des salaires et des prestations sociales, désindexation des pensions, casse des retraites, remise en cause de la cinquième semaine de congés payés, doublement des franchises médicales, nouvelles coupes dans les services publics. La logique est implacable : faire payer la crise à celles et ceux qui produisent les richesses, pour mieux protéger les profits d'une minorité de privilégiés. C'est la feuille de route du CAC 40, appliquée par un gouvernement sans boussole populaire ni légitimité sociale.

Face à cela, les députés communistes ont fait leur choix : le 8 septembre, ils voteront contre la confiance. Parce que l'on ne gouverne pas contre le peuple, parce qu'aucun démocrate sincère ne peut avaliser un tel programme de régression sociale.

Mais l'essentiel ne se jouera pas seulement dans l'hémicycle. Le rapport de force se construit dans le pays, dans les entreprises, dans les quartiers, dans la rue. Les organisations syndicales

s'y préparent. Les appels à la grève se font entendre pour le 10 septembre et, concernant l'intersyndicale, le 18 septembre. Déjà, des mobilisations s'annoncent contre la vie chère, pour les salaires, pour la défense des retraites et des services publics. Là est notre terrain, là est notre force : faire grandir la voix du camp du travail et de la création face à celle de la finance et de la résignation.

Car une autre politique est possible. Augmenter les salaires et les pensions, rétablir la retraite à 60 ans, bloquer les prix de l'énergie et de l'alimentation, rétablir l'ISF, taxer le capital, investir massivement dans la santé, l'école, les transports. Voilà ce qu'attend le pays, voilà ce que porteront les communistes dans les luttes comme dans les urnes.

Dans ce moment de crise politique et sociale, une échéance se rapproche, la Fête de l'Humanité. Elle sera un immense rendez-vous populaire, fraternel et combatif, où convergeront nos colères et nos espoirs. Faisons de cette fête un tremplin pour amplifier la mobilisation et ouvrir la voie à une alternative de gauche, sociale, écologique et démocratique.

Le 8 septembre, le pouvoir demandera la confiance. Nous, communistes, nous plaçons la nôtre ailleurs : dans notre Parti, dans notre peuple, dans ses luttes, dans sa capacité à changer le cours de l'histoire.

Robin Salecroix



Royaume-Uni

L'extrême droite en embuscade

Outre-Manche, l'été aura connu une exacerbation des tensions anti-migrants, manifestée par une recrudescence des mobilisations, notamment devant les hôtels qui accueillent les demandeurs d'asile – 106 075 en juin, selon le Home Office.

Plusieurs dizaines de rassemblements ont ainsi eu lieu devant des hôtels – environ 200 dans le pays, hébergeant 32 000 personnes – où se font entendre slogans xénophobes et ap-

pels à fermeture des lieux d'hébergement. Les contre-manifestants antiracistes se retrouvent trop souvent en minorité.

L'extrême droite, à l'affût, mobilise avec la formule « Je ne veux plus payer pour eux ». La crise migratoire, venant s'ajouter à la crise économique dans laquelle s'enfonce le Royaume-Uni, offre un boulevard aux partis qui font de la haine de l'autre leur fonds de commerce.

Génocide en cours

Macron découvre l'eau tiède



L'été n'a pas permis de répit pour les Palestiniens de Gaza comme de Cisjordanie face à la continuation du génocide commis par l'État d'Israël. Depuis la rupture du cessez-le-feu par l'occupant en mars, le blocus alimentaire a aggravé la situation de famine à Gaza désormais reconnue comme telle par l'Onu. L'armée israélienne, après avoir mis en place une pseudo-organisation humanitaire, assassine les civils venus récupérer la maigre aide alimentaire. Journalistes et soignants sont délibérément pris pour cibles par les snipers et l'aviation. Au milieu de ce carnage, le gouvernement fasciste de Benjamin Netanyahu a annoncé la construction d'une large colonie à l'est de Jérusalem, scindant en deux la Cisjordanie.

Il est devenu clair au regard du fractionnement de son territoire qu'un futur État palestinien n'est pas viable dans les miettes qu'Israël n'a pas encore annexées. L'Autorité palestinienne est tout entière dévolue à son rôle de supplétif sécuritaire et administratif israélien. Qui plus est, la population qu'elle administre ne représente qu'une portion réduite du peuple palestinien, alors que les Palestiniens vivant en Israël, à Jérusalem et les plusieurs millions de réfugiés vivant dans les États limitrophes sont exclus de son périmètre d'action.

Au milieu de cette catastrophe, Emmanuel Macron a annoncé la reconnaissance de l'État de Palestine, entraînant plusieurs puissances occidentales dans son sillage. Cet acte tardif, assorti de conditions aussi contraignantes qu'inacceptables pour un État souverain – tel que la démilitarisation – ne saurait faire oublier la complicité de la France dans le génocide. Ainsi, l'aide militaire à Israël continue et aucune sanction contre l'État criminel n'est envisagée.

Le procès en antisémitisme fait par Netanyahu à Macron prête à sourire tant ce dernier et ses partisans n'ont eu de cesse de criminaliser sous cette accusation infamante les soutiens de la Palestine. En réponse à l'ambassadeur d'Israël, le Président de la République a annoncé qu'il « ne fallait pas instrumentaliser l'antisémitisme » (!). L'arroseur arrosé...



Paix en Ukraine

Construire un processus concret

Celui-ci doit se construire bien évidemment avec les responsables de l'État d'Ukraine. Pour aboutir à un accord, il est nécessaire de créer les conditions qui permettent de sortir de cette réalité de guerre qui traduit un conflit déjà ancien. C'est ce que les pays de l'Union Européenne auraient pu initier depuis 2022. **De 2014 à 2021, durant la guerre du Donbass, 14 400 personnes ont été tuées dont une forte moitié de russophones.** Depuis l'intervention généralisée russe en Ukraine, les pertes se sont multipliées, elles atteindraient (militaires et civils) le million de morts et blessés, ukrainiens et russes. Il est plus que temps de mettre un terme à cette effusion de sang pour des influences de territoires ethniques, géographiques et économiques (les terres rares par exemple) en négociant.

Les causes de cette guerre sont multiples, l'une est l'expansion continue de l'Otan depuis 1991 qui entre en conflit avec la volonté russe de retrouver des territoires considérés comme historiquement russophones. C'est un fait, l'Ukraine et la Russie partagent une proximité géographique, historique et culturelle parfois entremêlée et aussi contradictoire. **L'incapacité européenne à agir significativement au-delà des condamnations, laisse le champ libre aux initiatives discordantes du président des USA.** Du processus engagé le 15 août par la rencontre Trump-Poutine, il ressort un contenu concret des

discussions marqué par une tonalité de « diplomatie secrète ». Peu d'informations ont filtré sur la question territoriale et les garanties de sécurité. Que seraient les compromis en l'absence des représentants ukrainiens ?

Cependant, la logique des États-Unis est confortée par le transfert du fardeau de la guerre à l'UE tout en renforçant les intérêts des industriels de l'armement. Capitalisme étatsunien oblige ! **La rencontre plus large avec la « coalition des volontaires » du 18 août à Washington a cependant corrigé les premières impressions** et la vue d'ensemble exprime l'état des rapports de force entre les puissances capitalistes concernées (Russie incluse), leurs intérêts et leurs objectifs. L'UE reste vassale des USA par le financement d'une aide de 100 milliards à l'Ukraine via l'achat d'armes étasuniennes.

La France aurait pu jouer un rôle majeur plutôt que d'adopter le ton vindicatif de « la menace ». En portant, ainsi que le rappelait Fabien Roussel, des propositions de fond. Souveraineté du peuple ukrainien, neutralité du pays (hors Otan) sous garanties de l'Onu et plan de sécurité collective de l'ensemble des peuples européens, ukrainien et russe, consultation démocratique des peuples concernés... C'est nécessaire.

*Voir le lien secteur international, article Vincent Boulet



Droits de douanes

La Commission européenne cède aux menaces de Trump

Donald Trump a déclaré la guerre commerciale au monde entier et veut faire régner la loi du plus fort. Son objectif, affirmer et renforcer la puissance économique et politique des États-Unis, l'hégémonie du dollar, redresser sa balance commerciale, augmenter sa compétitivité, contrer la Chine qui dispute la suprématie américaine et imposer à ses « alliés historiques » son ordre mondial. Depuis son installation à la Maison Blanche, au nom du slogan « Make America Great Again » **le Président populiste utilise la menace et la brutalité des annonces pour parvenir à ses fins et faire plier ses partenaires comme ses concurrents.**

Surenchère sur les taux de taxes douanières, négociations bilatérales imposées, chantage aux investissements étrangers pour obliger les entreprises mondiales à s'installer aux États-Unis et réindustrialiser le pays... Des mesures protectionnistes et impérialistes qui remettent en cause le modèle économique états-unien fondé sur l'ouverture commerciale multilatérale. Ces décisions vont bouleverser les chaînes de production mondiales et avoir des conséquences économiques et sociales dévastatrices pour la croissance, l'emploi et

le pouvoir d'achat populaire, à fortiori dans les pays qui exportent beaucoup vers les USA. Le capitalisme financier mondialisé court-termiste est en crise et pour les partisans de Trump, un business autoritaire est une solution pour contourner les règles traditionnelles du commerce et les objectifs climatiques dont ils n'ont rien à faire. **La France et l'Europe vont-elles réagir à cette déclaration de guerre économique ?**

Ursula Von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a cédé sur un accord avec Trump pour un taux de 15 % appliqué aux exportations européennes. C'est pour elle un moindre mal, elle se félicite d'une victoire à la Pyrrhus, d'une capitulation sans l'aval des États européens, de leur parlement respectif ni même du Parlement européen. Cette aberration technocratique et anti-démocratique n'aura pas échappé au locataire de la Maison Blanche qui pourrait, comme à son habitude, changer d'avis pour obtenir plus. **Pour le PCF, il est urgent d'unir les peuples européens, de convoquer les parlements nationaux et les instances démocratiques pour refuser cet accord et protéger l'économie des 27.**

Budget Bayrou

L'austérité justifiée par leur dette

Le gouvernement Bayrou est né des cendres du gouvernement Barnier, tombé sur l'épineuse question du budget. Un soutien distant du Parti socialiste en échange notamment de l'infructueux conclave des retraites a maintenu l'exécutif à flot.

Impopulaire, minoritaire et empêtré dans le scandale des violences de Bétharram, le toujours maire de Pau multiplie depuis plusieurs semaines les propositions loufoques et les déclarations les plus apocalyptiques sur les finances publiques. **Après avoir proposé la suppression de deux jours fériés, c'est la suppression de 3000 postes de fonctionnaires ou encore le doublement des franchises médicales.**

La surenchère dramatique frôle désormais l'absurde. La demande d'un vote de confiance a essuyé un refus immédiat de toutes les forces d'opposition, scellant, du moins en théorie, la fin du gouvernement pour le 8 septembre.

Ce cinglant échec n'a pas empêché le chef du gouvernement de revenir à la charge, comparant la dette publique à une condamnation pour les prochaines générations.



Derrière la bouffonnerie d'un gouvernement minoritaire qui appelle lui-même à sa censure se joue également une bataille idéologique.

Les coupes budgétaires aveugles et inefficaces n'ont aucune chance d'emporter l'adhésion des français. La justice fiscale s'impose dans le débat public avec une double exigence : faire contribuer équitablement les plus fortunés et mettre fin au gaspillage des aides aux entreprises, plus efficaces pour les dividendes que pour l'emploi.

La question de la dette publique n'est toutefois pas inintéressante. Par choix, la dette est aujourd'hui créée auprès d'acteurs privés leur laissant un pouvoir considérable. Ces derniers n'hésitent pas à faire savoir leurs préférences politiques en faisant varier les taux d'emprunt des États.

C'est d'ailleurs le sens de la déclaration de Bayrou sur le poids de la charge de la dette qui deviendrait le premier budget du pays.

Tout cela pour donner des gages à une bourgeoisie toujours plus avide. Une solution existe, négocier des taux fixes et permettre aux états d'emprunter directement auprès de la Banque centrale européenne.

Saint-Raphaël

Stèle anticomuniste



Décidément, le fond de l'air effraie. Dans un contexte où une partie de la droite républicaine, déboussolée, regarde de plus en plus du côté de l'extrême droite, les tentatives de rapprochements LR-RN se multiplient. Surfant sur la confusion idéologique du moment, prônant le relativisme absolu, tout est bon à cette droite honteuse pour banaliser les idées d'extrême droite. Elle est aidée en cela par des médias peu scrupuleux et attachés à « faire du buzz », voire collaborant ouvertement au rapprochement.

C'est donc avec cet état d'esprit que Frédéric Masquelier, maire LR de Saint-Raphaël dans le Var, a inauguré le 23 août un monument dédié aux « victimes du communisme », arguant que « le nazisme et le communisme (...) sont les deux faces d'une même pièce funeste ». Afin de bien marquer le parallèle, cette stèle a été posée à côté d'une autre, dédiée aux martyrs de la Résistance – parmi lesquels de nombreux communistes. Comme attendu, cette initiative a retenu l'attention du RN, en la personne du maire d'Hénin-Beaumont Steeve Briois, qui ne demande qu'à la copier.

La thèse qui amalgame le pire de ce qui a été fait au 20e siècle sous l'appellation communiste pour « relativiser » les crimes du nazisme et du fascisme n'est pas nouvelle. Elle permet d'une part de vouer aux gémonies l'idéal communiste, bête noire, par essence, de l'extrême droite et d'autre part de « réhabiliter » les exactions nazies et fascistes dans une volonté assumée de falsifier l'histoire. Ce qu'il y a de nouveau, c'est la floraison des thèses les plus farfelues qui soient et le nombre de leurs « followers »... Churchill ne serait-il pas, en fait, le vrai « méchant » de la Seconde guerre mondiale ?

Pour le Parti communiste français, l'initiative du maire de Saint-Raphaël est une véritable insulte à la mémoire de toutes celles et ceux qui se sont battus pour libérer le pays de l'occupant nazi et de son séide vichyste, combattants dont une trop grande partie a été tuée avant de connaître la Libération. C'est aussi le refus d'accepter que le communisme comme idéal anti-capitaliste ne soit criminalisé pour ne laisser place qu'à un capitalisme de plus en plus contesté. Le PCF a fait savoir qu'il utiliserait tous les recours juridiques possibles pour faire démanteler la stèle.

Aides publiques aux entreprises

Un « pognon de dingues » sans contreparties



Fabien Gay, sénateur PCF et Olivier Rietmann, sénateur LR ont rendu leur copie le 8 juillet. Après six mois de travaux, la commission d'enquête sénatoriale sur « l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants » a totalisé le montant annuel des aides publiques : subventions, soutiens, exonérations de cotisations et niches fiscales, versées aux grandes sociétés. **211 milliards en 2023 !** Un pognon de dingues sur lequel les deux sénateurs appellent à reprendre la main, au travers d'une meilleure évaluation et la fixation de nouvelles contreparties avant octroi.

« **Quelques années après la gabegie qu'a constitué le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), l'actualité sociale fait ressurgir dans le débat public la problématique de la conditionnalité des aides publiques, ainsi que celle d'un contrôle plus strict et d'une évaluation plus poussée de ces aides** », écrit le sénateur communiste. Face au surprenant manque de données fournies par Bercy, au moment même où le gouvernement engage un bras de fer politique pour trouver 44 milliards d'économies, la bataille idéologique est lancée. Par la voix de Fabien Roussel, les communistes entendent mener cette bataille pour une alternative politique et un changement de paradigme quand ils mettent sur la table **un « pacte pour la France » de 500 milliards d'euros d'investissements** sur cinq ans pour répondre aux urgences sociales et climatiques, par l'augmentation des salaires et des pensions, la nationalisation de banques, la réindustrialisation, la construction de centrales nucléaires, la rénovation énergétique des bâtiments ou le développement du transport ferroviaire... Parmi les 211 milliards d'euros d'aides publiques aux entreprises, l'argent mal utilisé pourrait largement contribuer au financement de ce pacte.

François Bayrou ne l'entend pas de cette oreille. Le Premier ministre en sursis détourne le regard d'un fait avéré et d'un air catastrophiste donne des leçons sur la gestion d'une dette dont la responsabilité incombe aux orientations politiques au service du capital, orientations qu'il a soutenues ces 40 dernières années. Ce faisant, **Il culpabilise les travailleurs et leurs droits sociaux, prétend redresser les comptes publics sans s'attaquer au coût du capital et aux aides publiques sans contreparties.** Le vote de confiance du 8 septembre et le mouvement social qui se met en ordre de bataille pour les 10 et 18 septembre devraient sonner le glas d'un gouvernement sourd aux attentes populaires.



Université d'été du PCF

Un programme fourni

Comme l'année dernière, l'Université d'été du Parti communiste français se déroulait à Montpellier, déroulant une programmation riche et variée. Le problème qui se posait à chaque participante et participant se trouvait dans le choix de l'atelier à suivre, choix qui excluait de fait les cinq propositions concomitantes...

Il y avait au menu de la philo et de l'histoire, de la littérature et des sciences, de l'économie entre autres choses... Entre les ateliers, nous pouvions échanger entre nous, autour du bar ou de l'espace librairie. Un grand moment de réflexion et de fraternité.

Et puis il y a eu le meeting de Fabien Roussel et les discours de clôture de Ian Brossat, de Guillaume Roubaud-Quashie et de Clara Gimenez, sans oublier un banquet le samedi soir qui s'est terminé avec force chants !

.....

Prise de notes lors de la conférence animée par Taylan Coskun, membre du CEN : **Pourquoi se préoccuper des élections municipales ?**

« La commune est une création historique de la Révolution française. L'Assemblée constituante en 1789 crée 44 000 municipalités baptisées « communes » en 1793 et en donne la gestion au peuple par l'élection (loi du 14 décembre 1789). Ainsi, la commune appartient aux habitants qui en disposent.

Les villes grandissent. « D'ici 2045, le nombre de citadins devrait atteindre les 6 milliards » (labanquemondiale.org).

Or, le patrimoine devient un outil de spéculation : les bureaux plus rentables remplacent les logements, 5 600 000 m² de bureaux vides en Île-de-France ! Les habitants sont spoliés.

Nous devons aiguïser la conception du bien commun, développer le sens de la copropriété qui va dans le sens de la défense de la vie, assumer que nous représentons les vrais propriétaires de la ville. Il faut réfléchir à une réappropriation publique du foncier par la dette publique. C'est par la dette que l'on construit la richesse. »

Brigitte Lemercier

« Mon bilan de l'université d'été »

Témoignage de Cécilia Blumental

Le renouveau de l'engagement communiste :

L'université d'été du parti fut pour moi plus qu'une simple rencontre politique : elle a été un moment de réflexion profonde sur les fondements mêmes de mon engagement. Ce fut l'occasion de me questionner sur le sens d'être communiste, un sens qui dépasse les actions locales pour embrasser une vision globale de la société.

Une vision de la société axée sur la dignité



Un événement moteur et fédérateur

Ces trois jours à Montpellier ont été un puissant vecteur d'énergie et de cohésion. Les conférences et les ateliers nous ont enrichis de nouvelles idées, nous offrant de nouvelles perspectives et des méthodes de travail concrètes pour un militantisme plus efficace. Les échanges avec les autres camarades nous ont permis de rompre l'isolement, renforçant la conviction que l'engagement pour une société plus juste est un combat partagé.

Nous sommes donc repartis de Montpellier revitalisés, avec une compréhension plus claire des enjeux et des outils pour l'action. L'université d'été a ainsi rempli sa mission : celle de former, de motiver et de consolider le mouvement

Au cœur de cette vision se trouve la conviction que la démarche politique est avant tout une question de valeurs sociales, non seulement économiques. Une société juste, telle que nous l'entendons au PCF, est une société capable d'assurer à tous le minimum vital : se nourrir, se loger, se soigner et s'éduquer.

L'égalité ne signifie pas uniformité, mais la mise en place d'un socle commun de droits essentiels. Atteindre cet objectif nécessite de s'opposer à la logique d'accumulation de richesses des capitalistes financiers qui piétinent les plus démunis et de défendre la production nationale, comme l'illustre si bien la « bataille de l'acier », essentielle à notre autonomie industrielle.

du PCF, dans la perspective de continuer à construire ensemble la société plus juste que nous souhaitons tous.

« El pueblo unido jamás será vencido »... Gracias compañeros et rendez-vous l'année prochaine ! »

Estuaire et Sillon

Collecte et traitement des déchets en question

Afin de financer le ramassage et le traitement des ordures ménagères, avec pour objectif la valorisation optimale de ce qui peut l'être, les intercommunalités ont le choix entre deux types de fiscalité locale sur les déchets :

- La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), modulée en fonction de la valeur locative du logement.
- La redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM), modulée en fonction du service rendu (utilisation ou non du service, volume du bac à ordures, nombre de personnes dans le foyer, etc.).

Le taux des contributions est fixé librement par les intercommunalités qui peuvent introduire une dimension incitative, avec une part variable selon le nombre de levées.

Or, d'après l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe), **de très nombreuses intercommunalités collectent des sommes allant bien au-delà du coût réel de la collecte et du traitement des déchets ménagers**, ce qui n'a pas lieu d'être, selon le législateur. Ces dernières années, plusieurs décisions de justice ont ordonné à des collectivités locales de rembourser à leurs contribuables le montant de la taxe, jugée disproportionnée par rapport au service rendu.

Depuis 2016, l'association « Libérez nos poubelles en Es-



Estuaire et Sillon » (LNP) agit pour défendre les usagers face aux hausses abusives des redevances déchets, aux dysfonctionnements du service public et au déficit démocratique d'information et de concertation. Le collectif, devenu association en 2021, a mené des actions concrètes : pétitions, recours juridique, publications régulières sur son blog et interpellations des élus.

Retraçant près de dix ans de mobilisation citoyenne en faveur d'une gestion plus équitable et transparente des déchets dans la Communauté de Communes Estuaire et Sillon, **l'association lance un appel à souscription pour financer la publication d'un livre, prévu pour octobre 2025.** Ce livre rassemblera actions, analyses, documents et témoignages, offrant un regard critique et documenté, mis à jour, sur la gouvernance locale des déchets.

Pour participer à la souscription, deux possibilités :

- Par courrier à l'adresse du trésorier de l'association, **Alain Le Roux, 9 rue Beausoleil à Savenay, 44260.** Avec un chèque à Assoc. Libérez nos poubelles de **10 € (plus 5 € en cas d'envoi postal souhaité) ou plus en don de soutien à l'initiative.**
- En ligne : sur le site de l'association avec un lien de paiement sécurisé de Yapla

Une rentrée sous le signe de la colère

L'appel à tout bloquer du 10 septembre

Est-ce là le retour de gilets jaunes ou l'expression d'une colère ancrée dans un mouvement politisé et sensiblement plus incarné par la jeunesse ? **Nombreuses sont les questions qui tournent autour de l'appel à « tout bloquer » le 10 septembre prochain.**

Parti des réseaux sociaux peu de temps après la présentation du projet de budget par le gouvernement Bayrou en juillet dernier, le mouvement appelant à paralyser le pays dans quelques jours s'est davantage structuré via les différentes plateformes digitales telles que TikTok, Telegram, Instagram ou encore Facebook. Une structuration qui reste floue sur ses réelles dispositions et mises en action. **Aussi bien sur les réseaux où la multitude de revendications est source de conflit, entre l'appel à la grève générale ou encore le boycott de la consommation, les méthodes d'action ont du mal à créer l'union.**

À l'image des assemblées générales organisées au cours des dernières semaines, les volontés sont divisées et pour l'instant laissent aussi perplexe sur la suite que prendra le mouvement « Bloquons tout ». Dans le choix des actions, le soutien des travailleurs en lutte et les sites industriels ne sont pas forcément ciblés, laissant place à des actions dites « coup de poing » : blocages de grandes surfaces ou de parking-relais sont notamment évoqués. Le genre d'initiatives qui rappelle le mouvement des gilets jaunes.



Du côté des organisations syndicales, non sans partager le ressenti initial et la colère envers un gouvernement toujours plus axé sur la casse sociale, le mouvement prend forme et se structure dans le secteur de l'énergie, premièrement avec plus de 200 piquets de grèves recensés mardi 02 septembre après l'appel lancé par la CGT des entreprises des Industries électriques et gazières. La CGT souhaite aussi réussir la mobilisation du 10 septembre et en faire une première étape de lutte.

Par ailleurs, **l'intersyndicale s'est conjointement entendue sur un appel à la grève et aux manifestations en date du 18 septembre prochain pour une mobilisation**

unitaire et interprofessionnelle. Reste à savoir avec quel gouvernement le bras de fer s'entamera...

Les partis politiques de gauche appellent également au soutien du mouvement du 10 septembre, comme l'a rappelé Fabien Roussel lors des universités d'été du Parti communiste français fin août : **« Dans le respect de chaque organisation, de chaque mouvement, notre seule volonté est de grossir les rangs, de convaincre largement les Français à sortir de chez eux, à exprimer leurs colères et leurs attentes. Oui, nous appelons à soutenir toutes les mobilisations, d'où qu'elles viennent, quand elles exigent de la justice sociale, de la justice fiscale et du respect pour le monde du travail. »**

Marielle Arteaud : « Au-delà du 10 septembre »

Les syndicats en ordre de marche

« Élu(e) nationale de mon syndicat CGT Finances Publiques, nous avons débattu le 28 août de l'appel de la CGT pour le 10 septembre et y avons souscrit.

La colère sociale est forte. Nous mettons tout en œuvre pour mobiliser nos collègues, informer la population contre le budget de Bayrou car la question du budget de l'État et donc du rôle de l'impôt au service des citoyen.nes à travers les services publics est centrale. Mais **le 10 septembre n'est qu'un point d'étape et c'est bien l'économie du pays qu'il faut bloquer pour imposer d'autres voies budgétaires.** Ce budget d'austérité inédit répond aux velléités de l'Otan et à une guerre que, profondément pacifistes, nous ne voulons pas. L'argent existe, il faut aller le chercher :

- Dans les entreprises qui continuent à percevoir chaque année 211 milliards d'euros d'aides publiques, sans transparence, ni évaluation et surtout sans conditionner ces aides à l'atteinte de quelconques objectifs en matière d'emploi, de qualité de l'emploi, ni de respect d'ambitions sociales ou environnementales ;
- Dans les dividendes records, surtout, en cas de licenciements ou de délocalisations ;



- Dans la mise en œuvre d'une politique fiscale concernant les hauts revenus qui actuellement échappent à toute contribution réelle.

Au niveau interprofessionnel, l'heure est à la mobilisation. Informer sans relâche, convaincre est notre credo. Faire comprendre qu'on bloque un pays par la grève.

L'assemblée générale de rentrée de la CGT de Loire-Atlantique va avoir lieu le 5 septembre, mais d'ores et déjà sa commission exécutive départementale a décidé de mobiliser et déployer les camarades partout où on peut car la période est cruciale (lieux de travail, auprès des citoyen.nes, dans les actions et rassemblements).

J'invite chacun.e à signer la pétition intersyndicale contre le budget (<https://stopbudgetbayrou.fr>) et à tester le simulateur CGT sur les effets concrets de la baisse de revenus avec le budget Bayrou : <https://www.cgt.fr/simulateur>.

Et tous ensemble dans la rue le 18 septembre, à l'appel de l'intersyndicale nationale ! »

Arpège, logiciel dysfonctionnel

Double souffrance pour l'Assurance Maladie

Obsédé par les gains de productivité, par la réduction de la masse salariale, donc des effectifs, **le Directeur Général de la Cnam a décidé de mettre en fonctionnement un logiciel prétendument magique : Arpège,** sensé améliorer les traitements des arrêts de travail et les indemnités journalières qui en découlent.

Il a tenu à ce que le déploiement de ce logiciel dans deux départements, la Vendée et la Loire-Atlantique, soit fait, bien qu'il fût prévenu de ses défaillances et de ses bugs par les agents qui avaient testé le produit.

Depuis octobre 2024 c'est la catastrophe, **des milliers d'usagers sont confrontés à des paiements partiels aléatoires quand ce n'est pas à des absences totales de paiement.** Lorsque l'on est malade, affaibli, on ne devrait pas être en plus en prise à des soucis financiers.

Conséquences pour les assurés : découverts et frais, voire interdiction bancaire, difficultés de faire valoir ses droits à la prévoyance, défauts de paiements de loyers sur plusieurs mois.

Depuis bientôt un an, la Direction de la Cnam promet que le problème va être résolu sous peu. Il n'en est rien, il s'aggrave même. Le désespoir et les angoisses des assurés, la fatigue et la lassitude des agents de la CPAM n'émeuvent en rien cette Direction.



Cette situation est due à l'obsession de gains de productivité au détriment du personnel de la Sécurité Sociale. C'est toujours le même refrain, sous prétexte de sauver un système social en difficulté financière (du fait des ca-deaux de cotisations aux employeurs), l'idée consiste à informatiser à outrance au détriment de l'humain, même avec des logiciels défectueux. Non seulement les Plans de Financement de la Sécurité Sociale successifs réduisent les droits des assurés, mais en plus le nécessaire est fait pour en casser le fonctionnement.

L'objectif serait de convaincre les citoyens que la Sécurité Sociale est devenue obsolète que l'on ne s'y prendrait pas autrement.

Alors qu'il s'agit d'une réalisation de près de 80 ans qui est toujours aussi moderne, le patronat en a combattu l'idée sans relâche depuis sa création.

DÉFENDONS NOTRE BIEN COMMUN : LA SÉCURITÉ SOCIALE

Ici, à Nantes on défend la culture !

Cela se voit, s'entend et se ressent au rendez-vous de l'Erdre



Cette 39e édition s'est tenue en présence du soleil et de la pluie qui ont décliné leurs partitions à peine jazzy ! **110 concerts gratuits** essaimés le long de la rivière bordée de stands d'associations proposant ici et là de quoi remplir une petite faim tout en faisant connaître leurs activités. Un air de fête populaire chaleureuse et sympathique sur fond de musique blues et de jazz bien évidemment, dans tous les styles. On pourrait en peindre un beau tableau impressionniste à la manière délicate de Monet : *impression d'Erdre* !

Avec sa grande parade, dont par exemple une escale-concert à Carquefou, *La belle plaisance* était représentée par **160 bateaux du patrimoine que chacune et chacun ont pu admirer** s'écoulant tranquillement sur la calme rivière. Mais sur les scènes ça envoie, il y a le choix. Six étaient installées à Nantes dans la partie basse de l'Erdre et un espace immersif. La dénommée Sully ou la scène Cap Vert, sur la grande scène Nautique on pouvait prendre un bain de foule et de musique avec la chanteuse et compositrice Marion Rampal, *Song for Abbey*. Elle fut le fil rouge des Rendez-vous de l'Erdre. Le jazz créatif et exigeant était aussi de la partie. Au rythme de ses déambulations nocturnes, on pouvait également y croiser des petits groupes. Il en va ainsi de ce collectif de septuagénaires de chansons et musiques très drôles et sensibles.

Les communes riveraines du canal de Nantes à Brest, soit une quinzaine, ont participé à l'aventure entre le 25 août et le 31 août. Sur la prairie du Parc des expositions de la Beaujoire un après-midi fanfare s'est déroulé. Une rentrée toute en douceur pour ce festival organisé par l'Association culturelle de l'été (directeur Loïc Breteau) qui a réussi à maintenir une belle programmation. Oui, à Nantes et dans la métropole on aime la culture et on la défend plutôt que de l'amoinrir par des coupes budgétaires. Ce week-end, ce fut le sens de l'intervention d'ouverture d'Aymeric Seassau, adjoint à la culture au coté de responsables de l'organisation de ce festival jazz, blues et beaux bateaux du canotage.

La Manufacture de l'homme apolitique

Un processus qui vient de loin

Force est de constater une anomie générale de la grande majorité des citoyens. Et les grands mouvements de révolte, hier la « Nuit debout » et les Gilets jaunes, demain le 10 septembre, se veulent au départ « apolitiques », traduisant une défiance généralisée envers les partis et l'ensemble des institutions politiques.

C'est un facteur d'échec : le temps que le mouvement se structure et avec lui ses revendications, l'épuisement est là. Comment en est-on arrivé là ?

L'autrice pointe un processus historique entamé dans l'Angleterre du XVIIIe siècle. Pour Locke (1632-1704), l'individu est, de droit divin, propriétaire de lui-même et des fruits de son travail, fondé à défendre cette propriété, socle de sa liberté, face à l'État absolutiste de l'époque. En même temps que le capitalisme se développe, ce libéralisme classique va évoluer, via des auteurs comme Adam Smith (1723-1790) et sa « main invisible », vers l'ultralibéralisme d'un Friedrich Hayek (1899-1992) ou d'un Milton Friedman (1912-2006).

Le capitalisme ultralibéral a écarté, puis affaibli, et enfin phagocyté l'État. Des politiques publiques à l'Éducation, tout doit être aligné sur l'intérêt du capital. Celui-ci s'accommode maintenant fort bien d'un État fort et répressif. Friedman et Hayek n'ont-ils pas soutenu le général Pinochet ?

Dans le même temps, de citoyens jouissant d'une liberté historiquement construite, l'ultralibéralisme a fait de nous des individus amnésiques, des isolats dont la liberté serait « innée » et dans les faits limitée à la capacité de produire et de consommer. Il a transformé la Cité en espace marchand, dont une part croissante de la population est en voie de déclassement, voire d'exclusion. L'extrême droite aux solutions « simples » fait son miel de cette frustration. Dès lors, « que faire » ?

La Manufacture de l'homme apolitique, Caëla Gillespie, (éd. Les Liens qui libèrent) 18,00 €

Comment s'explique l'inaction des hommes et des peuples ; de quoi est faite notre inertie ? Et face à ce qui vient – le dérèglement climatique, l'extinction de masse du vivant – comment pouvons-nous détourner le regard, pratiquer obstinément le déni de réalité et laisser faire, alors que la situation menace directement nos vies ?

Cinquante ans d'ultralibéralisme ont profondément changé notre rapport au monde. Nous désirons aujourd'hui être reconnus comme des individus et non comme des citoyens. Nous avons appris à croire que la liberté est un droit que nous avons à la naissance et par nature, sans

qu'elle ait à être construite politiquement. Nous croyons en une liberté apolitique.

Mais tandis que le nouveau régime libère les « forces vives » de la société civile, il clôt l'espace public, ferme toute agora et nous condamne à l'impuissance politique.

Seule la critique de nos croyances peut ouvrir un espace de lutte contre l'ultralibéralisme.

CAËLA GILLESPIE

MANUFACTURE
DE L'HOMME
APOLITIQUE

LE BORD

Les plus belles fêtes de France

Une labellisation tendancieuse

Avec la promesse d'un soutien à la fois financier et marketing, le label « Les plus belles fêtes de France » a su séduire plus d'une association organisatrice de festivités traditionnelles. Macaron à afficher sur ses communications, panneau officiel à implanter à l'entrée de la commune, diffusion par les réseaux sociaux à l'échelle nationale, réduction des droits Sacem et surtout soutien financier à hauteur de plusieurs milliers d'euros sont les promesses du label. Une aubaine pour certaines fêtes locales qui peinent à joindre les deux bouts d'année en année... **Le hic, c'est le lien extrêmement étroit existant entre le label et le milliardaire Pierre-Edouard Stérin.**

Après les révélations du journal L'Humanité sur l'homme d'affaires d'extrême droite ultra conservateur et le projet Périclès visant à l'union des droites pour faire accéder au pouvoir l'idéologie du Rassemblement National, les liens entre le label et le milliardaire font tâche. **L'association « Les plus belles fêtes de France » a été fondée par Thibaut Farrenq, cofondateur avec Stérin de « La nuit du Bien commun ». Ses dirigeants Odile Téqui et Thomas Meslin Sainte Beuve ont également travaillé pour le « Fonds du Bien commun ».** Même la domiciliation de l'association du label, jusqu'au printemps 2025, était similaire à celle du Fonds et des filiales d'Otium, holding détenue par Stérin lui-même. L'association des Plus belles fêtes de France emploie par ailleurs le Studio 496 (faisant référence à l'année du baptême de Clovis) en partie propriété du milliardaire. Bien que le discours de l'association « s'engage pour que les traditions locales se perpétuent et pour que nos territoires demeurent des lieux vivants facteurs de lien social », le choix des premières festivités récompensées n'est pas laissé au hasard ou sur de simples critères de terroir.

Ainsi la Fête du Piment d'Espelette a fait parti de la dizaine d'événements traditionnels démarchés initialement, avec une adhésion gratuite et un soutien financier en plus de la promesse



d'apparaître dans le prochain « Guide Michelin des fêtes ». Depuis, plusieurs dizaines de fêtes locales ont adhéré au label après avoir candidaté sur dossier et réglé des frais d'inscription pour certaines. La remise du label en grandes pompes au Sénat et parrainage de Stéphane Bern font aussi partie du folklore. Après l'écho médiatique autour du milliardaire d'extrême droite, l'association organisatrice de la Fête du Piment d'Espelette a décidé de se retirer du label, préférant faire un trait sur un soutien financier plutôt que de servir à une instrumentalisation politique.

C'est également le cas d'autres festivités à travers le Pays Basque, la Gironde, la Bretagne et la Normandie, ou encore la Foire aux champignons de Haute-Loire. Ce rendez-vous qui accueille 50 000 participants ne prendra pas le financement de 5000 euros prévu et s'est retiré du label. L'organisateur a demandé par courrier à ce que les statuts, les financements et les mécènes de l'association délivrant le label lui soient communiqués mais là encore l'opacité règne et l'absence de retour l'a conforté dans son retrait des « plus belles fêtes de France ».

D'autres fêtes traditionnelles bottent en touche, préférant n'y voir qu'un lien financier comme il y en a dans le tissu associatif. Une manière de ne pas réellement assumer leur adhésion à certaines valeurs conservatrices et identitaires... Le démarchage des associations culturelles organisatrices de fêtes traditionnelles se fait par l'intermédiaire de **Néo Média, une agence de communication qui n'hésite pas à mettre en avant la mise en « danger » du patrimoine, avec des références aux gaulois ou encore à la chrétienté.** Du côté de la Loire-Atlantique, la mairie a déjà fait part de sa demande de retrait de l'agenda pour le Carnaval de Nantes. Pour les fêtes médiévales de Guérande qui ont lieu en juin, la communication du retrait reste timide et l'adhésion au label toujours effective, reste à voir la position qui restera dans le temps...

Hébergement d'urgence

L'État doit assumer ses responsabilités, Nantes doit rester une ville solidaire !

À l'heure où, en Loire-Atlantique, la préfecture engage une véritable chasse aux familles déboutées du droit d'asile en les menaçant d'expulsion de leurs hébergements d'urgence, nous, chefs de file de la campagne municipale du Parti communiste français à Nantes, tenons à réaffirmer notre position : **personne ne doit être laissé à la rue.**

Nous refusons que Nantes, ville solidaire et populaire, devienne le théâtre de politiques indignes qui frappent les plus précaires, les plus fragiles, les enfants et leurs parents. L'hébergement d'urgence est un droit. **Il ne peut être conditionné aux statuts administratifs des personnes : la dignité humaine n'est pas négociable.**

Comme le rappelle Robin Salecroix, conseiller municipal nantais en charge de la grande précarité :

« Nous voyons chaque jour les conséquences humaines de décisions préfectorales injustes : des familles angoissées, des enfants privés de stabilité et de soins, des situations qui heurtent de plein fouet nos principes de solidarité. L'État doit prendre ses responsabilités et donner aux collectivités les moyens d'agir, au lieu de se retrancher derrière des logiques administratives et comptables. »



Dans le cadre des élections municipales, le PCF portera haut cette exigence :

Défendre l'inconditionnalité et l'universalité de l'hébergement d'urgence.

Refuser les expulsions de familles, en particulier lorsqu'elles incluent des enfants, sans solution de logement.

Exiger de l'État des moyens renforcés pour les associations, les structures sociales et les collectivités locales.

Alors que la rentrée sociale s'annonce marquée par de fortes mobilisations syndicales et associatives, nous appelons toutes les forces progressistes à s'unir pour défendre le droit à un toit et une vie digne pour toutes et tous.

Nantes doit rester une ville solidaire.

C'est une bataille humaine, sociale et politique que nous mènerons, avec et pour les Nantaises et les Nantais.

Chefs de file du PCF à Nantes
Robin Salecroix
Melissa Hélary

Fête de l'Humanité

Un évènement engagé !

La Fête de l'Humanité fêtera sa 90^e édition les 12, 13 et 14 septembre 2025 sur la Base 217 du Plessis-Pâté, en Essonne !

La Fête de l'Humanité est avant tout un événement engagé, qui vise à promouvoir des valeurs d'égalité, de solidarité, de paix, de partage et de justice sociale. Chaque année, de nombreuses organisations du monde entier, issues de partis politiques et d'associations, sont invitées à y participer. Elles défendent des causes essentielles dans notre société : syndicalisme, luttes sociales, féminisme, écologie, lutte contre le racisme et les discriminations, éducation populaire, démocratisation de la culture, etc.

La Fête de l'Humanité vise à promouvoir la culture, accessible au plus grand nombre, avec un prix d'entrée aussi abordable que possible. Et c malgré l'inflation qui touche le secteur de l'événementiel. Chaque visiteur peut encore profiter de plus de 50 concerts sans se ruiner.



Le bien commun qu'est la culture doit être accessible à tous, n'en déplaise à notre présidente de région, Christelle Morançais.

Cette année encore, des invités de classe mondiale seront présents, comme Patti Smith, qui se produira le samedi 13 septembre à 21h30 sur la scène Angela Davis.

Autre événement : un concert unique pour fêter les 130 ans de la CGT, avec une multitude d'artistes (Bonbon Vodou, Corinne Masiero, Gauvain Sers, Les Goguettes, Mathilde, Noé Preszow, Petite Gueule, Planète Boum Boum, Sages comme des sauvages, Thérèse, Valentin Vander et Les Vulves Assassines). Sophie Binet ne chantera peut-être pas, mais elle présentera le concert, le samedi 13 septembre à 20h20 sur la scène Zebrock.

Plus qu'un simple festival, la Fête de l'Humanité incarne une vision du monde solidaire, culturelle et engagée.



Une vignettes à 45€ et un menu abordable

Le bon soutien le journal l'Humanité et vous donne accès à la fête

Chaque année, la Fédération de Loire-Atlantique du Parti communiste tient son stand de fruits de mer à la Fête de l'Humanité. Le but du défi pour l'ensemble des camarades présents sur le stand est de faire honneur à notre département avec des produits de qualité aux meilleurs tarifs possible.

Car, si la vignette au prix de 45€ défie tout autre proposition culturelle équivalente en France, la Fête de l'Humanité souhaite garder

les traditions d'accueil et d'échange dans les stands des fédérations du Parti.

En Loire-Atlantique, au menu : cabillaud, crabe, huîtres, moules, langoustines, palourdes ou encore bulots, accompagnés par du Muscadet Sèvre-et-Maine sur lie, de la mayonnaise maison et l'emblématique gâteau nantais. Entre un débat et un concert, pensez à vous arrêter sur le plus beau stand de la fête.

« Nouvelles de Loire-Atlantique »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément Chebanier
Responsable de la rédaction : Pierre Daguet
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@gmail.com

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Pedro Maia Benoît Lusseau Pascal Divay
Adrien Hélary Stéphane Guillou Serge Blumental
Louis Chrétien Guilhem De Bourmont

Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel

Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées

Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne



Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

TEL : EMAIL :

☐ Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros

☐ Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES

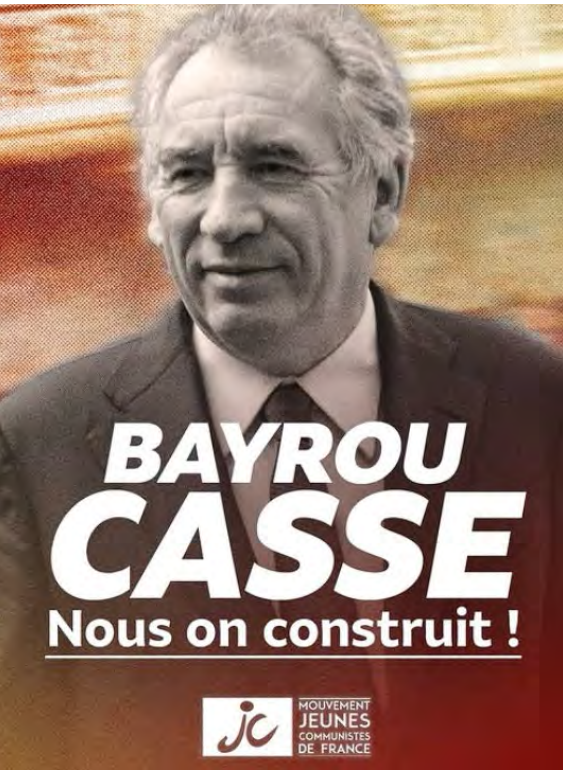
Chèque à l'ordre de ADF44

Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)



Budget anti-social, rentrée sociale

On attendait bien peu de choses de M. François Bayrou. Premier ministre après Michel Barnier, il a servi consciencieusement les directives de la bourgeoisie française, concoctant un budget « comme il faut », c'est-à-dire austéritaire, sabrant 44 milliards d'euros dans la Sécurité sociale et les services publics.



Ce budget d'une violence inouïe n'existe pas par pur plaisir. L'accentuation de la crise du capitalisme fait que la course à la guerre et les immenses aides publiques aux entreprises ne suffisent plus à nos capitalistes pour continuer de profiter d'un train de vie confortable. Ce budget n'est pas nécessaire, c'est un budget de classe.

Par cette austérité, le gouvernement se place encore sous le diktat des marchés financiers et des détenteurs de la dette française. La bourgeoisie financière entend continuer de profiter de ce placement sûr et rémunérateur.

Le budget prévoit de s'attaquer en premier lieu aux travailleurs (suppression de jours fériés, réforme du chômage) et aux malades (ticket modérateur, affections longues durées). Cette austérité touche les jeunes : austérité dans les services publics dont l'éducation, flicage exacerbé pour les chômeurs (19 % des jeunes sont privés d'emploi), précarisation des jeunes travailleurs et des apprentis.

Face à cette attaque frontale, un mouvement contestataire semble se former, d'abord sur les ré-

seaux sociaux, autour de la date du 10 septembre. Rien ne dit pour l'instant si ce mouvement sera massif ou non mais cela ne doit pas nous empêcher d'aller vers ses participants, de discuter avec eux pour comprendre leurs situations et diffuser notre analyse de classe et notre projet révolutionnaire.

Au contraire, la gauche social-démocrate reste enfermée dans des illusions institutionnalistes. Le PS veut se contenter de faire tomber le gouvernement Bayrou tandis que LFI veut se servir de la pression sociale pour provoquer de nouvelles élections. Au lieu de construire un mouvement social revendicatif en capacité de remettre en cause le capitalisme, ils s'enferment dans le jeu gouvernemental ou électoral, comme si cela suffisait pour imposer à la bourgeoisie des mesures sociales et progressistes.

C'est pourquoi les jeunes communistes de Loire-Atlantique entendent se mobiliser dès la rentrée scolaire et universitaire et dans les mouvements sociaux qui se profilent.

Parler à tous les jeunes, se structurer pour organiser la lutte, remporter des victoires concrètes sont autant de conditions pour convaincre un maximum de jeunes de la nécessité de se réappropriier les services publics, les outils de production, la création d'un million d'emplois utiles et bien rémunérés pour mettre en place une société émancipatrice et démocratique : le socialisme.



Hommage à

Yvonne Goupil et Lionel Morice

Nous avons appris la triste nouvelle du décès d'Yvonne Goupil, militante communiste de la section Val de Loire. Ancienne trésorière de l'organisation locale, elle avait été élue conseillère municipale communiste à Saint-Herblain de 1977 à 1983.

Lionel Morice nous a également quittés, militant de la presqu'île. Cheminot retraité et syndicaliste, Lionel avait été candidat du PCF aux élections départementales de 2011 sur le canton de La Baule.

Nous présentons à leur famille et à leurs proches nos plus sincères condoléances.

Jean De Neyman

Un résistant nazairien



Le samedi 6 septembre, à 16H au monument d'Heinlex à St Nazaire, le Comité départemental du souvenir des fusillés de Nantes et Châteaubriant, la section du PCF et la mairie de St Nazaire ont rendu hommage, comme chaque année, au résistant Jean De Neyman.

C'était le 81ème anniversaire de son assassinat par les Nazis. Ce scientifique communiste, professeur agrégé de physique de 30 ans, révoqué de l'enseignement public pour ses origines étrangères, a rejoint la résistance et entre dans la clandestinité en 1944. Il dirigea de nombreuses actions de sabotage et de guérilla dans la région nazairienne au sein d'un groupe de Francs Tireurs et Partisans.

Entré en clandestinité, il se cachait dans la ferme des époux Gergaud à Kermichel en Saint-Molf au nord de Guérande et multipliait les actions de guérilla contre l'ennemi (sabotages, coupures de câbles, chasse aux Géorgiens de la Wehrmacht pilleurs de ferme, aide à la désertion de travailleurs forcés polonais et de marins allemands).

Après son arrestation, déterminé et courageux, devant le tribunal allemand, il assumera la responsabilité personnelle de toutes les actions pour que ses camarades, parmi lesquels 2 marins allemands, soient épargnés. Il sera fusillé le 2 septembre 1944.

Programme de L'Huma-café

Au Lieu Unique, Quai Ferdinand-Favre, Nantes

C'est la rentrée pour l'Huma-café ; voici quatre conférences-débat pour terminer l'année :

19 septembre, 18h00 : Vive la sobriété du travail ! Avec Céline Marty, docteure en philosophie, spécialiste d'André Gorz. Son ouvrage Travailler moins pour vivre mieux a paru chez Dunod en 2021

17 octobre, 18h00 : la première guerre d'Algérie : conquête et résistance. Avec Alain Ruscio, historien, spécialiste de l'empire colonial français. Il a publié de nombreux ouvrages consacrés à l'Indochine et à l'Algérie, notamment La première guerre d'Algérie ; une histoire de conquête et de résistance (éd. La Découverte 2024)



7 novembre, 18h00 : Le jacobinisme a-t-il existé ? Avec Guillaume Roubaud-Quashie et Côme Simien, historiens chercheurs (Paris 1 Panthéon-Sorbonne/CNRS). Entre autres livres, ils ont publié ensemble Haro sur les Jacobins : essai sur un mythe politique français : XVIIIe-XXIe siècle (éd. Puf 2025).

19 décembre, 18h00 : Qu'est-ce qu'une femme ? Avec Patricia Lemarchand, médecin (pneumologue) et professeure de biologie cellulaire à Nantes Université. Elle a dirigé avec Muriel Salle l'ouvrage Qu'est-ce qu'une femme ? Catégories homme/femme : débats contemporains (éd. Matériologiques, 2023). Par ailleurs, elle travaille à mettre en

lumière les inégalités d'accès aux soins médicaux hommes-femmes.